Entretien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, dans "Le Figaro" du 22 janvier 2018, sur l'accord relatif au nucléaire iranien, l'avenir de la Syrie, les relations avec les Etats-Unis et la Russie et sur la situation au Yémen.

2018-01-22

LE FIGARO. - Quel regard portez-vous sur la scène diplomatique internationale ?

Jean-Yves LE DRIAN. - Le plus important, à mes yeux, a été de démontrer qu'on peut mener une diplomatie qui soit directement au service de tous les Français, à commencer par leur sécurité. Régler les crises à l'étranger, comme nous essayons de le faire au Sahel, en Libye ou en Syrie, cela a un impact direct et immédiat sur la situation dans notre pays. Promouvoir nos intérêts économiques à l'étranger, c'est aussi assurer de l'emploi en France. Renforcer l'Europe, cela a aussi un impact direct sur notre tissu économique. Cette action, je la mène dans un contexte où la France est plus attendue que jamais. J'ambitionne une politique étrangère qui, plutôt que de s'en tenir aux commentaires, ne soit pas hors sol et agisse concrètement.

LE FIGARO. - Faut-il renégocier l'accord nucléaire iranien, comme le demande Donald Trump ?

La position française est faite de fermeté et d'équilibre. L'équilibre, c'est le respect de la parole donnée en juillet 2015 sur cet accord. Pourquoi ? Parce que l'accord signé est robuste et que Téhéran en honore ses clauses. Il empêche le pays de se doter de l'arme atomique, ce qui aurait des conséquences dramatiques pour l'équilibre de la région. Un pays qui revient sur la parole donnée dévalue cette parole. La fermeté, c'est l'encadrement nécessaire du programme iranien de missiles balistiques, comme le demande la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies. Si l'Iran veut revenir dans le concert des nations, il doit coopérer sur ces questions. Faute de quoi, il sera toujours et avec raison soupçonné de vouloir développer l'arme nucléaire. Nous avons engagé un dialogue avec l'Iran sur le sujet balistique et les questions régionales. Comme nous voulons évoquer son influence militaire déstabilisatrice au Moyen-Orient, son soutien financier au Hezbollah libanais et aux milices houthistes au Yémen. Voilà pourquoi, je vous l'annonce, je me rendrai en Iran le 5 mars. Je

tiendrai cette ligne de franchise comme je l'ai toujours fait depuis mai dernier avec mon homologue Javad Zarif.

LE FIGARO. - Comment envisagez-vous la transition en Syrie, alors que des combats marquent encore ce théâtre ?

Les combats se développent aujourd'hui dans la région d'Idlib, dans le canton d'Afrin et dans la Ghouta orientale. On voit que le conflit est en train de muter, par exemple avec l'implication de la Turquie pour sa propre sécurité. Et que le régime menace la population civile, contre toutes les règles du droit de la guerre, à la Ghouta. La France, au vu des développements des derniers jours, a pris l'initiative de saisir le Conseil de sécurité en urgence. Il est impératif de stabiliser la situation puis de prendre des mesures concrètes pour l'assainir. Il sera alors possible d'organiser, dans ce nouveau contexte, les élections.

LE FIGARO. - Vous y croyez ?

La seule solution pour qu'un processus de paix puisse avoir sa chance, c'est de créer un environnement stabilisé qui permette d'organiser des élections et de forger une nouvelle Constitution. Une telle démarche peut constituer la base d'un consensus, y compris pour les Russes. Le président de la République a affirmé qu'il fallait faire émerger les conditions d'une transition politique inclusive. Concrètement, la France va demander la mise en place d'un environnement stabilisé et neutre par rapport au processus électoral. Cela signifie la levée des sièges, l'arrêt des hostilités, l'échange de prisonniers, le désarmement chimique. Tout cela sous supervision internationale.

LE FIGARO. - Comment cette initiative s'intègre-t-elle au processus de Genève ?

C'est une façon d'alimenter les négociations de l'ONU. Si les Russes sont d'accord, tant mieux. Et s'ils veulent réunir des représentants syriens à Sotchi, pourquoi pas, ce n'est pas forcément incompatible avec ce processus. Mais il faut construire une solution politique véritablement inclusive.

LE FIGARO. - Excluez-vous que les Russes, les Iraniens et les Turcs soient capables de faire la paix en Syrie seuls ?

Une dynamique collective est indispensable. Aucune paix ne sera durable ni juste sans la participation des États-Unis, de l'Europe et des pays de la région. Les Russes ont toujours dit qu'ils respecteraient les négociations de Genève et que les pourparlers d'Astana n'étaient qu'une préparation à ces négociations. Nous poursuivons le dialogue avec Moscou. Les Russes ne peuvent de toute façon pas régler seuls la crise. La Syrie devra un jour être reconstruite et leurs moyens n'y suffiront pas. En attendant, les Européens ne participeront à la stabilisation et à la reconstruction que dans les zones où la gouvernance est acceptable sur le plan des droits fondamentaux.

LE FIGARO. - La France organise mardi à Paris une conférence internationale sur le désarmement chimique. Cet engagement est-il lié au sujet syrien ?

En Syrie, le désarmement chimique n'a pas marché. Le régime détient encore des stocks et a conduit après l'accord de 2013 des attaques chimiques en dépit de ses engagements. Le président de la République a averti Damas des conséquences s'il récidive. Face à cette situation, nous annoncerons demain, à Paris, avec la participation d'une trentaine d'États, le lancement d'une initiative visant à lutter contre l'impunité de ceux qui se sont rendus coupables de l'utilisation d'armes chimiques. Les États qui le souhaitent tiendront des listes de personnes suspectées. Simultanément, la France a pris des mesures de sanction, de type interdiction de visa ou gel des avoirs financiers, contre certains individus impliqués dans ces programmes proliférants. C'est la première fois que nous le faisons sur ce fondement. Notre détermination est totale pour obtenir que ceux qui sont responsables de crimes aussi abjects finissent toujours par rendre des comptes.

LE FIGARO. - Quel rôle la France peut-elle jouer en Corée du Nord ?

Nous sommes face à deux signaux contradictoires. L'ouverture, récemment proposée à la Corée du Sud par Pyongyang, qu'il s'agisse de la participation du Nord aux Jeux olympiques ou du rétablissement des communications militaires avec Séoul. On ne peut que se réjouir de cette posture. Mais Kim Jong-un affirme aussi son intention de « produire en masse » des armes nucléaires et des missiles. Il faut encourager les négociations concernant une dénucléarisation de la Corée tout en restant ferme sur les sanctions. En tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU et des traités de non-prolifération, la France est disponible pour aider au règlement de la crise nord-coréenne. Je me rendrai prochainement en Corée du Sud pour mener la délégation officielle française à l'ouverture des Jeux. J'y aurai, avec les Coréens et avant cela avec les Japonais, des échanges approfondis sur la manière de rendre durable cette baisse des tensions.

LE FIGARO. - Dans quels domaines Donald Trump pose-t-il des problèmes à la France ? Et sur quels sujets est-il facile de coopérer avec lui ?

Nous avons des différends avec lui sur le climat et sur l'accord nucléaire iranien. Nous avons par ailleurs désapprouvé l'annonce du président Trump sur Jérusalem. Mais nous sommes, nous aussi, pragmatiques. Nous n'avons pas à devenir les commentateurs des déclarations américaines, nous devons mener un dialogue étroit en coulisses. J'ai à cet égard une très bonne relation avec Rex Tillerson, qui sera de retour à Paris demain, mardi.

LE FIGARO. - En quoi la politique étrangère de Macron est-elle différente de celle de François Hollande ?

Le contexte est incomparable. L'Europe n'est plus la même qu'avant, et le président de la République est un acteur majeur de ce changement. Le Royaume-Uni, l'Espagne et

l'Allemagne sont aujourd'hui dans des situations différentes. L'arrivée de Donald Trump aux États-Unis est aussi un bouleversement. Le monde vit donc un moment particulier. Il se trouve qu'avec l'arrivée d'Emmanuel Macron, la France vit elle aussi un moment particulier qui la met au centre de l'attention internationale. Ces deux moments se nourrissent l'un l'autre. L'énergie qui émane de notre pays intrigue et attire. Nous devons en tirer le meilleur profit, c'est aussi mon rôle. Et c'est assez formidable. Nous avons aujourd'hui une force et une capacité d'influence que nous n'avons pas connues depuis longtemps.

LE FIGARO. - Comment s'illustrent, concrètement, cette force et cette capacité d'influence ?

Le Liban est un bon exemple. La capacité d'influence d'Emmanuel Macron a permis de résoudre l'affaire Hariri. Et lorsque le président français décide, dans la foulée, de rassembler à Paris le groupe de soutien au Liban, tout le monde vient. Deuxième exemple, la Chine. Emmanuel Macron a été l'un des premiers chefs d'État reçus par Xi Jinping depuis que le président chinois a été consacré - pour cinq ans - par le XIXe Congrès. Il effectuait son premier voyage en Chine depuis qu'il a été élu, également pour cinq ans. À travers lui, c'est à l'Europe que s'adressait Xi Jinping. Sa visite a permis de définir un programme pour les années qui viennent. L'autre marque de fabrique de ce quinquennat en matière de politique étrangère, c'est que nous considérons qu'il faut parler à tout le monde dans les crises, aux présidents Erdogan, Trump ou Poutine. Et le président de la République le fait clairement, sans ambiguïté, sans trompe-l'oeil, avec à l'esprit la volonté de trouver des solutions concrètes aux problèmes communs.

LE FIGARO. - Est-ce facile ou difficile de travailler avec Emmanuel Macron ? Avez-vous suffisamment de liberté ?

Nous nous voyons en tête à tête tous les mardis et nous sommes en contact permanent. C'est le contraire qui serait inquiétant ! Il me donne des orientations et je lui suggère des actions. Dans les institutions conçues par le général de Gaulle, la politique étrangère appartient au domaine réservé du chef de l'État. C'est une mission exigeante mais passionnante au service de la France et des Français.

LE FIGARO. - Qui s'occupe de la Russie ? On a l'impression que le sujet a été mis entre parenthèses

Emmanuel Macron a la volonté d'établir avec la Russie un rapport direct, entre puissances. C'est parce que la France parle à tout le monde qu'elle peut dire les choses en face. Mais il considère qu'il faut respecter ce grand pays. Ce sont les raisons pour lesquelles, à peine élu, il a invité Vladimir Poutine à Versailles. J'ai beaucoup vu mon homologue dès les premières semaines. Mais c'est aussi à la Russie de clarifier ce qu'elle souhaite. Les irritants ne manquent pas. La question ukrainienne n'est pas réglée. Celle des armes chimiques en Syrie non plus. Il est difficile de savoir quel chemin la Russie veut emprunter dans la crise

syrienne. Des clarifications sont nécessaires. Tout cela, nous sommes prêts à l'évoquer. C'est aux Russes de dire également s'ils sont prêts à entrer dans cette discussion.

LE FIGARO. - Qu'en est-il d'un autre dossier qui vous tient à coeur, le Yémen ?

La guerre au Yémen est dramatique. Les belligérants s'honoreraient à trouver une solution respectant les frontières de l'Arabie saoudite et permettant d'assurer le retour à une gouvernance normale du Yémen. Sur ce dossier également, la France est disponible pour jouer un rôle. À ce stade, je me concentre sur le volet humanitaire, en insistant auprès de la coalition pour qu'elle prenne des mesures à cet égard pour améliorer la situation sur le terrain.

LE FIGARO. - À vouloir jouer un rôle partout, la France n'a-t-elle pas les yeux plus gros que le ventre ?

On pourrait peut-être le dire si la démarche du président ne s'inscrivait pas dans un processus européen. Mais, à chaque fois, nos partenaires européens sont là pour porter ensemble les initiatives. Lorsque Emmanuel Macron dit que l'Europe est notre espace de souveraineté, ce qui est un concept nouveau, cela signifie que si la France veut aller de l'avant, c'est forcément dans le cadre européen. Elle peut y trouver un effet multiplicateur pour ses initiatives.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 23 janvier 2018

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/204788-entretien-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-leurope-et-des-affaires